

IATSE OFFICIEL Bulletin

QUATRIÈME TRIMESTRE



LETTRE DU PRÉSIDENT

MATTHEW D. LOEB

Un enjeu colossal

Les délégués à la 66^e convention quadriennale ont nettement signifié que l'IATSE devait continuer ses démarches pour obtenir l'adoption de lois dans trois domaines qui représentent des enjeux majeurs : le piratage, la réforme du système de santé et le libre-choix d'association.

Confronté à des actes de piratage qui soustraient des milliards de dollars aux producteurs de divertissement, chaque année, l'Internationale poursuit son combat au niveau des sections locales et des instances locales et nationales. J'ai rencontré personnellement des représentants de la Maison Blanche et du Bureau fédéral des communications. De plus, j'ai assuré une coordination avec d'autres coalitions de l'industrie qui incluent des employeurs et des syndicats et j'ai assisté à des rencontres avec des groupes internationaux à Los Angeles, à Washington, D.C., à Londres et en Suisse. Au Canada, les représentants et les dirigeants internationaux ont participé à des tables rondes, à des rencontres municipales et à des consultations gouvernementales sur le sujet. Le 11 septembre 2009, l'IATSE remettait un rapport au comité du gouvernement canadien chargé de la consultation sur les droits d'auteur. Ce rapport soulignait entre autres que : « [...] la nouvelle législation sur le droit d'auteur

mieux l'étendue des dommages que la piratage cause aux travailleurs et travailleuses de notre milieu. Ils ressortent convaincus de notre volonté de nous battre sans relâche pour protéger nos membres. Le président Obama a nommé un premier responsable du droit d'auteur et de la propriété intellectuelle ; une conséquence directe de notre campagne anti-piratage. L'adoption de lois anti-piratage au Canada, au Royaume-Uni, en France et en Inde a connu un certain succès et nous devons exercer une pression jusqu'à ce que toutes les nations s'occupent de la protection de la propriété intellectuelle.

La réforme du système de santé aux États-Unis est devenue un enchevêtrement législatif complexe qui a fait tranquillement son chemin jusqu'au Congrès. En commençant avec le président Truman, il y a soixante ans, la Maison Blanche a cherché à mettre de l'avant des lois pour offrir des soins de santé abordables à toutes les personnes aux États-Unis. Le président Truman croyait que le gouvernement fédéral devait jouer un rôle dans les soins de santé. Pour lui, « la santé des enfants américains, tout comme leur éducation, devaient être reconnues comme des responsabilités publiques. » Il y a plusieurs années, le combat pour adopter le programme Medicare a été long et ardu, mais il fut finalement adopté lorsque le Congrès en a saisi l'importance. Même s'il n'était pas parfait, Medicare aura duré plus de quarante ans et il aura aidé bien des gens, dont des retraités, à obtenir des soins de santé. Au début des années 1970 et par la suite en 2003, des lois importantes ont permis d'augmenter significativement les avantages de Medicare. En septembre dernier, la convention de l'AFL-CIO tenue à Pittsburgh a adopté une résolution appuyant un programme de santé universel ainsi que le plan du président Obama pour un système public et universel. Je demande à tous les membres de l'IATSE de continuer de nous appuyer pour obtenir au plus tôt une réforme des soins de santé. Il nous faut rappeler au Congrès que l'actuel système de soins de santé aux États-Unis est inacceptable. Je vous demande à chacun de contacter, par téléphone, par télécopieur et par la poste, vos représentants à la Chambre et au Sénat pour qu'ils réclament un système de santé universel et public lors des débats sur la réforme. Comme le président Obama travaille très fort pour que la loi soit adoptée rapidement, la réforme des soins de santé devient

(Suite page 2)



Voir en vert

Lauren Selman, 23 ans, est fondatrice et directrice de *Reel Green Media*, une compagnie qui vise à mettre en place des pratiques de développement durable dans le milieu du cinéma et de la télévision. Aujourd'hui, elle collabore avec EcoSet, une firme écologique de Los Angeles. Essoufflée, elle nous raconte : « des producteurs m'offrent soixante boîtes, remplies d'accessoires et de costumes, pour qu'elles soient redistribuées avant 17 h. demain, sinon elles seront envoyées au dépôt. J'ai passé la journée à contacter des partenaires sans but lucratif pour tenter d'organiser une distribution, directement à l'entrepôt, dès demain matin. Dans un monde vert, voilà une situation où tout le monde gagne. Les clients commerciaux d'EcoSet n'ont pas à payer pour se débarrasser de leur surplus et ils obtiennent un reçu d'impôt équivalent à la valeur que représente ces dons de charité. » (Suite page 2)



doit d'abord inclure les traités de la WIPO (World Intellectual Property Organisation). En considérant que tous les partenaires économiques majeurs du Canada (l'Europe, le Royaume-Uni, la France, les États-Unis et l'Australie...) ont déjà adopté ces traités, nous (de l'IATSE) demandons que le Canada adopte au minimum les traités WIPO s'il espère être parmi les meneurs de l'économie numérique mondiale et particulièrement de l'industrie du cinéma et de la télévision ».

Suite à chaque rencontre avec les législateurs et les chefs de gouvernement des États-Unis et du Canada, nous constatons qu'ils perçoivent



Sources mixtes
Groupe de produits issu de forêts bien gérées, de sources contrôlées et de bois ou fibres recyclés
www.fsc.org Cert no. SGS-COC-003885
© 1996 Forest Stewardship Council



BULLETIN DE LIAISON DES SECTIONS LOCALES DE MONTRÉAL 56 / 262 / 514 / 667 / 863 QUÉBEC 523 NOUVEAU-BRUNSWICK 849
Direction / Robert Charbonneau Éditique / Chantal Gaudreault Impression / LithoChic / Québec 2010

Prendre une résolution verte

Pendant le mois de décembre, vous ne pouvez échapper à ces revues de l'année qui vous attendent à chaque détour. Des spéciaux à la télévision, en passant par les journaux et les revues, il semble que tous les médias veulent s'assurer que vous ne puissiez oublier un seul événement de l'année 2009.

Quoique la fin de l'année soit un bon moment pour faire le point, l'activité prend tout son sens lorsque nos pensées s'orientent vers le potentiel et les possibilités de l'année à venir. Les traditionnelles résolutions du début de l'année nous font entrevoir l'avenir avec optimisme.

Le texte principal du présent Bulletin officiel vous incitera, je l'espère, à apporter des changements positifs en examinant l'impact de nos actions sur le monde dans lequel nous vivons. Vous ferez la connaissance de certains de nos membres qui ont trouvé des façons innovatrices de réduire l'impact négatif que leur travail a sur l'environnement. Un thème commun parmi plusieurs de ces histoires est que la mise en place d'un certain nombre de petits changements peut avoir comme conséquence une incidence positive significative.

Depuis plusieurs années, l'Internationale poursuit des objectifs pour réduire son impact négatif sur l'environnement et nous continuons de chercher de nouvelles façons d'atteindre des résultats. Les deux édifices que nous possédons (le bureau de la côte ouest et le bureau canadien à Toronto) ont implanté un certain nombre de façons de faire, au fil des ans, dans le but de réduire la consommation d'énergie. Des fenêtres mieux isolées aux thermostats programmables, des fournaises et des climatiseurs plus efficaces jusqu'au revêtement de toiture réfléchissant qui réduit les besoins de climatisation, nous avons toujours tenté d'être sensibles à l'environnement quand vient le temps d'effectuer des réparations et de faire l'entretien.

De plus, tous nos bureaux participent aux programmes locaux de recyclage disponibles. Nous utilisons du papier recyclé toutes les fois que c'est possible, de plus en plus nous avons recours aux documents et au courrier électroniques, nous encourageons nos employés à fermer le plus d'appareils possibles à la fin de la journée et nous recyclons nos imprimantes et nos cartouches d'imprimante de même que nos vieux ordinateurs et nos vieux écrans. La base de données numérisée et en ligne des membres est une autre initiative qui, en plus d'améliorer l'efficacité, permet de réduire la quantité de papier échangée entre les sections locales et le bureau général.

Une importante résolution pour l'Internationale en 2010 consistera à améliorer notre base de données afin d'offrir à nos membres la possibilité de recevoir le Bulletin officiel dans un format électronique plutôt que sur papier. Vous recevrez dans les prochains mois des informations concernant cette nouvelle possibilité qui nous permettra de travailler ensemble pour faire une différence.

Suite du Mot du président

la priorité de tout un chacun. Cependant, l'*Employee Free Choice Act* (Loi sur le libre-choix d'association) demeure un enjeu important et il ne doit pas être mis de côté. Cette loi permettrait aux travailleurs de négocier de meilleurs salaires, de meilleurs avantages et de meilleures conditions de travail en enlevant les barrières actuelles qui empêchent la négociation collective et elle permettrait aussi l'accréditation par le biais des signatures de cartes de membres. Les représentants de l'Internationale continuent de travailler avec les employés locaux et régionaux de l'AFL-CIO pour transmettre le message que le mouvement des travailleurs a besoin de cette loi. Le droit des personnes de former un syndicat et de négocier de meilleures conditions doit être protégé. Les travailleurs syndiqués gagnent 28% de plus que leurs confrères non syndiqués ; ils ont 52% plus de chance de jouir d'un plan de santé offert par l'employeur et presque trois fois plus de chances d'avoir des pensions garanties. La marche est haute, mais les travailleurs et les travailleuses doivent avoir le droit d'être représentés par un syndicat.

Les élections de 2010 arrivent au prochain tournant ; nous devons rappeler à tous les élus de tous les niveaux de gouvernement qu'ils sont élus par nous et pour nous, et que nous les tenons responsables. La complaisance est inacceptable et l'apathie est pire encore. Nous devons exercer une pression sur nos législateurs et sur l'administration afin qu'ils posent les bons gestes dans tous les domaines.

DOCUMENTS 2010

Les documents pour 2010 ont été acheminés à la fin de novembre aux sections locales qui ont fait parvenir leur rapport pour le troisième trimestre de 2009 et qui ont acheté le nombre requis de timbres per capita.

Le nombre de timbres per capita requis est basé sur le nombre de membres déclarés dans les 1^{er} et 2^e rapports trimestriels plus deux fois le nombre de membres inscrits sur le rapport du troisième trimestre (pour permettre une estimation du nombre de membres qui seront déclarés sur le rapport du quatrième trimestre). Lorsque le rapport du quatrième trimestre sera soumis en janvier 2010, un ajustement sera effectué si nécessaire.

AUGMENTATION DE LA TAXE PER CAPITA

Les délégués à la 66^e Convention ont voté en faveur d'une augmentation de la taxe per capita pour les sections locales, de 1\$ à partir du 1^{er} janvier 2010, de 2\$ supplémentaire à partir du 1^{er} janvier 2011 et de 1\$ supplémentaire à partir du 1^{er} janvier 2012. Toutes ces taxes seront versées au fonds général. La taxe per capita pour les départements spéciaux des sections locales demeure inchangée.

Voir en vert

Résumé de l'article
Seeing Green de David Geffner
(Suite de la 1^{re} page)

L'idée de démarrer Reel Green Media est venue à Laureen suite à des conversations avec des membres de son équipe qui se plaignaient du manque d'appui à leur cause par leurs supérieurs. Développer une approche « verte » commencera toujours par la base avec des gens qui veulent faire une différence.

FAIRE LE MÉNAGE

Ces brigades vertes existent partout à travers l'Alliance. Dans certains cas, comme sur les côtes est et ouest au Canada, il existe dans l'industrie des partenariats qui partagent des informations et des pratiques écologiques. Ailleurs, comme avec les costumiers de San Francisco, c'est la sécurité au travail qui a permis d'apporter des mesures favorables à l'environnement. La secrétaire trésorière de la section locale 784, Andrea Pelous, raconte que les costumiers de Bay Area ont été parmi les premiers à écarter les dangereux produits chimiques utilisés pour le nettoyage à sec en les remplaçant par des solvants à base de silicone, de CO₂ liquide ou d'eau.



Monona Rossol, qui est directrice du programme de santé et sécurité au travail pour la section locale 829, a rédigé le tout premier livre consacré aux dangers et aux risques qui guettent les travailleurs du divertissement. Ce livre, *Stage Fright* a été publié en 1986 chez Allworth Press. La section locale 784 a aussi construit un endroit spécifique et ventilé de façon adéquate pour l'utilisation des peintures en aérosol et des adhésifs dégageant des résidus toxiques. La section locale utilise seulement l'eau froide pour le lavage et elle économise ainsi 90% de l'énergie normalement requise. Il ne faut pas oublier que les produits de nettoyage sont aussi toxiques pour les acteurs et les comédiens qui transpirent sous les projecteurs et qui absorbent ainsi des résidus chimiques.

Les sections locales de la côte ouest ne sont pas les seules à se préoccuper de l'environnement, la BGA (Broadway Green Alliance) est une initiative vouée à la réduction des émissions de carbone partout dans l'industrie. Lancée en 2008, avec l'appui du bureau du maire de New York, cette organisation est devenue une source d'inspiration grâce à son programme *Broadway better Practices for Production* qui a pour but de quantifier, d'ici cinq ans, la trace de carbone laissée par toutes les productions de Broadway (www.broadwaygreen.com). L'une de ces productions de Broadway appelée « Wicked » est le porte-étendard de la BGA. L'utilisation de batteries rechargeables permet à cette production d'économiser 26 000 \$ annuellement. Les éclairages additionnels sont maintenant réalisés avec des dispositifs à DEL et l'utilisation d'ampoules écoénergétiques dans les foyers et les salons permet d'économiser annuellement 60,000\$ additionnels.

Toutes les sections locales de New York multiplient maintenant les efforts pour promouvoir le développement durable et l'économie d'énergie. 97% des théâtres de Broadway ont déjà converti leurs enseignes pour qu'ils fonctionnent avec des LED et des lampes CFL et les spectacles recyclent 88% de leur matériel à la fin des productions. Il manque encore un recueil d'informations à l'intention des concepteurs pour les aider à créer, construire et recycler des spectacles soucieux de l'environnement.

Selon Marshall Carbee, de la section locale 829 des scénographes, une plus grande prise de conscience est encore nécessaire. Les peintures, les solvants et les produits de nettoyage que les artistes scéniques utilisent émettent beaucoup de résidus organiques volatiles (VOC) qui améliorent la performance des produits, mais qui contiennent des matières cancérigènes. Les décors finissent encore souvent dans des dépotoirs où ils continuent de polluer.

En même temps qu'un peu partout au pays, le Chicago Scenic Studio a commencé à fabriquer des décors « vert » il y a cinq ans. Au début, il en coûtait plus cher de construire « vert », mais maintenant les coûts des matériaux écologiques ont diminué de 50% et il y a beaucoup plus de choix de matériaux durables sur le marché. Le jour n'est pas loin où on pourra utiliser du madrier de bambou vendu au pied linéaire.

LE VRAI LAPIN « ENERGIZER »

Jay Patterson, sonorisateur dans la section locale 695, récupère depuis toujours les batteries alcalines pour ne pas qu'elles aboutissent au dépotoir. Il ya dix ans, il a commencé à utiliser des batteries 9 volts rechargeables, mais elles n'étaient vraiment pas fiables ni performantes. Puis une batterie 9 volts lithium-polymère est apparue et il a commencé à faire des tests de durabilité. Il s'est aperçu que cette nouvelle batterie durait une fois et demie plus longtemps qu'une batterie alcaline et qu'on pouvait effectuer une centaine de cycles de chargement ; ce qui signifie donc une baisse dramatique des coûts de production. Lors d'une saison, un spectacle d'envergure typique utilise un minimum de 6 000 batteries 9 volts et 1 500 batteries AA. L'utilisation de ces batteries rechargeables représente donc une économie de 14 000 \$ par saison. Les batteries des micros sans fil des comédiens sont changées lorsqu'elles indiquent 50% de charge et elles sont ensuite utilisées pour les communications jusqu'à ce qu'elles soient complètement à plat.

FOX est un employeur qui est sérieux à propos de la récupération et du développement durable. Les divisions du cinéma et de la télévision de la compagnie ont travaillé ensemble pour créer le FOXgreenGuide.com qui



propose à toutes les productions les meilleures solutions pour diminuer l'impact sur l'environnement. Selon Josh Mark, directeur du développement durable pour la FOX, la compagnie teste actuellement un site internet où il sera possible de calculer l'empreinte écologique des productions et de regrouper les informations sur le développement durable. La FOX vise la neutralité dans ses émissions de carbone pour la fin de 2010.

Pour leur part, les membres de la section locale 33 ont participé à la réalisation d'un système de production d'énergie solaire de 13KWh et ils ont mis en place, pour la présentation des Emmy Awards de 2007, un tapis rouge, d'une superficie de 25 000 pieds carrés, réalisé en recyclant des bouteilles de plastique. Les techniciens de scène de la section locale 1 utilisent des décors fabriqués à partir de tubes d'aluminium soudés qui peuvent être réutilisés dans plusieurs productions et ils ont recours à des génératrices fonctionnant au biodiesel pour les productions télévisuelles. FOX utilise aussi des lumières LED partout où c'est possible et la compagnie paie une taxe sur le carbone en se basant sur l'estimation de sa consommation d'énergie pour une production.

Warner est un autre employeur important de l'IA qui a pris le virage « vert » et un premier programme d'économie d'énergie a vu le jour en 1992. Warner a recours des éclairages écoénergétiques et les toitures des studios de tournage ont été peintes en blanc pour refléter les rayons solaires et diminuer les coûts de climatisation. Quand une production prend fin, la compagnie essaie de réutiliser au maximum les matériaux des décors. Ce qui reste à recycler est alors proposé à des groupes environnementaux pour qu'ils les redistribuent à des écoles ou à des organismes sans but lucratif. Ces mesures permettent à la Warner d'économiser 1,3 million de dollars chaque année, et cela, sans compter les économies réalisées grâce aux panneaux solaires installés sur le Mill Building. Ces panneaux peuvent générer 500 kilowatts d'énergie et ils ont remplacé les premiers qui produisaient 72 Kilowatts. Un livre sur les pratiques de réalisation « vertes » est aussi remis à toutes les productions qui démarrent. Plus tôt cette année, la compagnie a également inauguré un nouveau studio de tournage certifié LEED.

Le président de la Warner, Jon Gilbert, nous parle de la production du film *Valentine's Day* qui est un modèle de production « verte ». Le camp de base est alimenté avec des panneaux solaires et des génératrices au bio diesel et les bouteilles et la vaisselle sont bio dégradables. Chaque semaine un prix est remis pour la meilleure idée visant à réduire l'empreinte écologique. Danny Molder, de la section locale 600, nous explique qu'il est important d'utiliser au maximum les ressources locales et il prend le temps d'analyser l'impact environnemental de chaque production avant d'aller de l'avant. Il prévoit dorénavant utiliser le nouveau système Rosco VIEW pour remplacer les gélamines qui s'usent trop rapidement.

NBC Universal a récemment mis au point un système pour calculer les émanations de carbone provenant du tournage du film *Away We Go* de Sam Mendes. Ce système a été validé par *Terra Choice*, une compagnie environnementale indépendante. Les résultats des recherches ont été regroupés dans une série de guides (Green Production Guides) rédigés à l'intention

des artisans du cinéma et de la télévision. Des informations spécifiques pour chaque département rendent ces guides faciles à utiliser et ils sont disponibles en ligne sur le site www.greenisuniversal.com/guide.

MICKY TOURNE AU VERT

Pour Jackie Ogden, l'une des directrices du parc de Walt Disney en Floride, le développement durable était déjà à l'ordre du jour lors de la création du parc Disney. En effet, plus du tiers de la superficie du parc allait être conservé à perpétuité. Elle nous raconte que la plupart des initiatives environnementales viennent des employés et Disney a adopté en mars dernier un plan stratégique formel engageant sa responsabilité écologique. Les projecteurs à LED remplacent maintenant les PAR partout où ils étaient utilisés. Les cordons de lumières à LED fonctionnent à 3% d'intensité plutôt qu'à 15% et ils sont quand même plus lumineux. On peut raccorder quarante de ces appareils à une seule prise 115V.

Walt Disney recycle en une année 77 000 tonnes de matériaux et 11 000 tonnes de compost. Douze millions de gallons d'eau sont recyclés chaque jour et 176 000 lampes incandescentes ont été remplacées par des CCFL. 176 000 LED blanches sont utilisées pour éclairer le château de Cendrillon ; ces LED consomment l'énergie équivalente de deux fours à micro-ondes.

LA SITUATION AU CANADA

Au Canada, le développement durable a fait naître un mouvement coopératif qui regroupe les sections locales de production. À Toronto, on retrouve *Green Screen Toronto* (www.greenscreentoronto.com), un regroupement qui est subventionné par le gouvernement et qui compte dix-huit partenaires, dont la Guilde des directeurs canadiens et les Studios Pinewood de Toronto. L'hiver dernier la section locale 873 s'est associée au GCT pour présenter à l'université Ryerson, *Lighting is Cool*, un atelier de formation sur l'éclairage avec des LED.

La section locale 856 des techniciens du cinéma de Winnipeg a collaboré à la présentation d'un sommet de la production « verte ». L'une des initiatives de ce sommet propose aux membres de la section locale de recevoir leur correspondance en ligne en échange d'une légère réduction de leurs cotisations.

Les pratiques de développement durable de la section locale 891 de Vancouver méritent aussi d'être soulignées. Les initiatives ont débuté, peu à peu il y a 15 ans, avec la récupération des contenants de plastique et la photocopie recto verso ; les efforts sont maintenant concentrés sur la réutilisation. Le site reelreuse.com a vu le jour grâce à des mises de fonds de la section locale et du Conseil du recyclage de la Colombie-Britannique. Tous les départements de production y consignent leurs matériaux pouvant être réutilisés. Au début, il était question d'ouvrir un véritable magasin, mais c'est finalement l'idée d'un magasin en ligne qui a été retenue.

Toutefois, les producteurs sont encore lents à s'engager et ils ne veulent pas toujours payer pour le recyclage. Selon Doug Hardwick, coordonnateur de la construction pour la section locale 891, il faudrait un système semblable à la commission de la santé et sécurité au travail, ayant recours à des agents de développement durable, dotés d'un budget et de l'autorité requises, pour rendre la Colombie-Britannique « vraiment verte ».

NE LAISSONS RIEN ALLER AUX POUBELLES

Lorsqu'elle travaillait pour des compagnies commerciales à New York, Eva Radke avait la tâche de se débarrasser de tout ce qui était en surplus. Elle ne pouvait cependant supporter de voir des matériaux encore utiles aller au dépotoir. Elle a donc mis sur pied une entreprise de récupération *Film Biz Recycling* et elle a vite été débordée d'appels téléphoniques. Cette compagnie à but non lucratif de Long Island propose aux producteurs de New York de donner leur matériel de production en échange de crédits d'impôt équivalents à la valeur d'achat du matériel. 95% du matériel donné est remis à des œuvres de charité et 5% du matériel se retrouve dans un centre de vente et de location de 2 600 pieds carrés.

Il n'est pas rare que la production d'un film nécessite l'achat de 1M\$ de bois d'œuvre qui risque de se retrouver au dépotoir à la fin et la dématérialisation est une nouvelle approche de l'industrie qui pourrait devenir la solution de l'avenir pour les productions « vertes ». Le principe est d'éliminer le gaspillage en proposant, entre autres, d'éviter d'utiliser les broches et la colle pour la construction des décors. Ces décors devraient être plutôt construits avec des vis pour être facilement démontés à la fin du spectacle et ensuite être réutilisés.

Sur la côte ouest, la conceptrice de costumes de la section locale 892, Kresta Lins, a entrepris une mission semblable. Elle a eu l'idée de créer des costumes fabriqués entièrement à partir de matériaux recyclés. Elle les présente ensuite, selon des thèmes, aux membres des sections locales 892 et 705 pour susciter des commentaires et des réflexions. Son projet nommé *Sustainable Sirens* (sirènes durables) propose une série de six costumes qui utilisent des éléments d'ordinateur, des pièces électroniques, des DVD, des imprimantes, des batteries, etc... Les écailles de l'une des sirènes seront fabriquées avec des DVD. Une autre sirène sera conçue avec des déchets provenant des services alimentaires.

Devenir vert demeure tout un défi. Il faut y mettre le temps et ce n'est pas simple. Tous les exemples qui précèdent nous confirment que les travailleurs et les employeurs doivent collaborer ensemble et unir leurs forces pour y arriver.



BUREAU GÉNÉRAL

MATTHEW D. LOEB
Président international

JAMES B. WOOD
Secrétaire trésorier général
1430 Broadway, 20th Floor
New York NY 10018
Tél. : 212 730-1770
Fax : 212 921-7699

Bureau Canadien
JOHN M. LEWIS
12^e Vice-Président international
Directeur des affaires canadiennes
22, St-Joseph Street
Toronto ONT M4Y 1J9
Tél. : 416 362-3569
Fax : 416 362-3483

Secrétaire du 11^e district
CHERYL BATULIS
2, Neilor Crescent
Toronto ONT M9C 1K4
Tél. : 416-622-9000
Fax : 416-622-0900
iatsedistrict11@sympatico.ca

COMMENT REJOINDRE LES SECTIONS LOCALES

56 > Montréal
CARL BLUTEAU
Secrétaire archiviste
3414, avenue du Parc, bureau 320
Montréal QC H2X 2H5
Tél. : 514 844-7233
Fax : 514 844-5846

262 > Montréal
SYLVAIN BISAILLON
Secrétaire archiviste
3414, avenue du Parc, bureau 320
Montréal QC H2X 2H5
Tél. : 1-866-331-4095
Fax : 514 844-5846
admin@iatselocal262.com

514 > Montréal
CLAUDE RAINVILLE
705 rue Bourget, bureau 201
Montréal QC H4C 2M6
Tél. : 514-937-7668
Fax : 514-937-3592

667 > Montréal
CHRISTIAN LEMAY
705 rue Bourget, bureau 201
Montréal QC H4C 2M6
Tél. : 514-937-3667
Fax : 514-937-3592

863 > Montréal
MAUD BERGERON
390, Des Hirondelles
Beloeil QC J3G 6G9
Tél. : 514 944-2916

523 > Québec
ROBERT MASSON
2700, rue Jean-Perrin
Bureau 490
Québec QC G2C 1S9
Tél. : 418-847-6335

849 > Nouveau-Brunswick
ROD DOMINEY
15, McQuade Lake Crescent, 2th Floor
Halifax NB B3S 1C4
Tél. : 902 425-2739
Fax : 902 425-7696

LORRAINE ALLEN
Administratrice
Régime de retraite canadien
de l'industrie du divertissement
22, St. Joseph Street
Toronto ON M4Y 1J9
Tél. : 416-362-2665
Fax : 416-362-2351
www.ceirp.ca

POUR REJOINDRE L'ÉDITEUR

ROBERT CHARBONNEAU
bobcharbonneau@videotron.ca

BULLETIN IATSE
CP 34123, Québec (Québec)
Canada G1G 5X0